

“IL NE FAUT JAMAIS OUBLIER QU’EN BOLIVIE NOUS SOMMES DES INVITÉS »

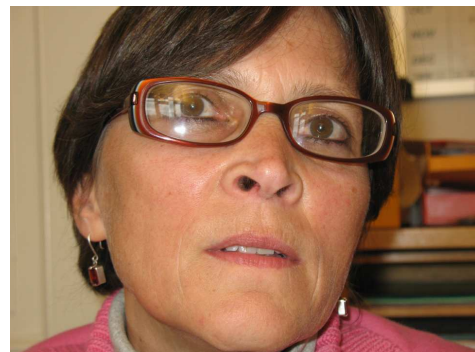
Les coordinations, le pilier de l’échange Nord - Sud

Par Sergio Ferrari*

Vingt-six volontaires suisses travaillent actuellement en Bolivie dans des projets très variés. Ils sont membres de trois des ONG helvétiques – membres de la plateforme UNITE – qui pratiquent l’échange de personnes : E-Changer, Interagire et Interteam. Une coordination binationale est chargée de les accompagner et de suivre la relation avec plus de vingt organisations, mouvements et institutions partenaires. Une coopération intense et beaucoup de questions de fond soulevées par la conjoncture politique du pays, comme le signale Elke Kalkowski, co-responsable de la coordination des ONG suisses. Elke Kalkowski, originaire d’Allemagne du Sud, est arrivée en Bolivie voici près de trente ans, au cours desquels elle a toujours entretenu des relations privilégiées aussi bien avec la solidarité européenne qu’avec les principaux acteurs sociaux du pays.

En quoi consiste le travail de la coordination ?

Il est très varié, et c’est ce qui le rend intéressant, pour ne pas dire passionnant. Nous effectuons le suivi des coopérants, nous leur rendons visite là où est leur projet et nous rencontrons leurs partenaires. Souvent, nous devons aller à plusieurs endroits. Lorsque nous sommes à Cochabamba, où se trouve notre siège, nous avons de nombreux contacts avec les volontaires et les partenaires. Mais nous sommes également en relation avec toutes sortes de réseaux et d’organisations, boliviennes ou européennes. Nous entretenons des liens étroits avec les services de la coopération officielle suisse et avec d’autres ONG helvétiques présentes en le pays. Nous envoyons des messages, nous rédigeons des rapports, nous révisons les requêtes, nous informons les sièges des organisations en Suisse. Mais l’essentiel, c’est la relation avec les coopérants-volontaires et les partenaires.



Qui sont les partenaires ?

Certains sont des organisations de base. Beaucoup sont des ONG boliviennes de différentes sortes et dont les orientations sont variées. Nous travaillons également avec les pouvoirs publics, notamment à l’échelon local. Ce type de relation n’est pas toujours simple. En général, il s’agit d’instances extrêmement politisées, au sens traditionnel du terme. Les objectifs et la nature de la coopération vont dépendre très souvent de la vision, par exemple, du maire qui nous a soumis une demande. De

plus, les autorités changent sans cesse, ce qui n'aide pas lorsqu'on cherche à construire une relation stable.

CONSTRUIRE À DEUX QUELQUE CHOSE DE NOUVEAU

Cela veut-il dire qu'il est plus aisé de travailler avec les partenaires de la base, les mouvements sociaux ou les acteurs de la société civile ?

Sans aucun doute. Cependant le travail avec les pouvoirs publics ouvre des possibilités, surtout dans la conjoncture politique actuelle. Mais, comme je l'ai déjà dit, c'est compliqué. Les vieilles habitudes ne peuvent disparaître du jour au lendemain ; et elles ne facilitent pas la tâche des volontaires qui viennent de cultures différentes, entre autres de Suisse.

Quels sont les aspects de cet échange qui apportent la plus grande richesse ?

La relation interculturelle, la possibilité que cette sorte de coopération offre aux acteurs de sociétés différentes de mieux se connaître. L'échange contribue à lutter contre certains préjugés que l'on observe en Suisse comme en Bolivie ; par exemple, dans les pays du sud, l'idée que tous les *gringos* sont riches, qu'ils viennent pour se livrer à des pratiques douteuses, etc. La présence d'êtres humains venus pour coopérer conduit à mettre en évidence les intérêts communs aux deux sociétés dans ce monde globalisé. Il est difficile d'obtenir ce résultat si l'on se contente de financer des projets. L'échange de personnes est un complément vital, un pilier décisif de la coopération intégrale. Grâce à lui, la coopération internationale a un visage humain. En outre, il est une garantie contre les projets mirobolants qui ne bénéficient pas toujours réellement aux peuples du sud.

Et l'apport technique ?

C'est là naturellement une composante essentielle, surtout quand il est fourni par des sociétés où l'enseignement et la formation sont très développés. Certaines professions n'existent pas en Bolivie. Mais attention: nos partenaires ne veulent pas d'experts étrangers qui viennent pour apporter la « vérité » ou qui transmettent leurs connaissances de façon mécanique. Ce qui pour eux est important, ce sont les savoirs qui leur sont utiles et sont adaptés à la réalité bolivienne. En outre, ils souhaitent un véritable échange où chacun donne et reçoit, et entendent la coopération comme la construction en commun de quelque chose de nouveau, une construction à laquelle les deux parties font un apport.

Au terme de toutes ces années de travail, quels sont les aspects les plus problématiques pour ce qui est des volontaires qui viennent de Suisse ?

Du côté de la Bolivie, les changements répétés de responsables et d'interlocuteurs, notamment quand il s'agit des pouvoirs publics, compliquent le travail. Deux attitudes sont possibles : soit on considère que ces changements rendent définitivement impossible le travail en commun, soit on prend la chose calmement et on examine la possibilité de poursuivre la collaboration. Il nous semble en tout cas important de continuer à soutenir le processus en cours – et je dis bien processus, et non pas parti – et d'offrir notre modeste apport en faveur du renforcement des structures démocratiques, par exemple en faveur du combat contre la corruption. Le pays en effet a entrepris une lutte contre ce fléau et n'a pas l'intention de s'arrêter en chemin.

Du côté du partenaire du nord, il faut garder à l'esprit que les volontaires proviennent d'un pays où la réalité est très différente. Très souvent, ils ne parviennent pas à s'adapter, à sortir du schéma de la compétition, très ancré dans la mentalité des gens du nord, et qui s'exprime par le rythme et la façon de travailler. Parfois, les «coopérants-volontaires» ont un sentiment d'échec s'ils ne parviennent pas à accomplir tous les objectifs fixés pour leur projet. Par ailleurs, il est vrai que nous ressentons un changement de « génération » du côté des volontaires qui ont peut-être une vision moins « militante ». Mais on ne peut naturellement pas généraliser. Il y a un nombre de différences entre les personnes et entre les ONG auxquelles elles appartiennent.

ÉCOUTER AVEC HUMILITÉ

La Bolivie connaît actuellement une situation historique particulière. Comment doit se situer la coopération internationale dans cette conjoncture ?

La coopération en général mène une réflexion de fond et n'a guère de choix, à partir du moment où le président Evo Morales a souligné qu'il ne veut pas de patrons mais des partenaires et même des amis. Une nouvelle étape s'est ouverte pour la coopération, qui ne peut se comporter comme avant, ni exercer un pouvoir que personne n'ose mettre en question. Elle doit désormais s'aligner sur le projet de l'État – et j'insiste, de l'État et non du parti politique au pouvoir. Cela peut comporter quelques risques, du fait de l'instabilité des institutions. Mais le potentiel est gigantesque. Celui qui souhaite sincèrement aider la Bolivie à sortir de la pauvreté ne peut que soutenir le processus. Cela me semble complètement logique.

La coopération doit se faire plus humble et se mettre à l'écoute ?

Toute coopération, où que ce soit, devrait toujours avoir ces caractéristiques. Mais sans doute davantage aujourd'hui en Bolivie. Écouter avec humilité. Il ne faut pas perdre de vue qu'en tant que coopérants, nous sommes des visiteurs, des invités dans ce pays. On nous y accueille car nous poursuivons un objectif commun essentiel, à savoir une transformation des structures qui favorisent les plus démunis. Mais la coopération doit revoir ses conceptions, accepter que change la nature des relations nord-sud. J'y insiste, les partenaires nous accueillent chez eux, dans leur pays. La coopération internationale n'a pas le droit de dire au Boliviens ce qu'ils doivent faire chez eux.

« L'ESSENTIEL : L'ENGAGEMENT DES COOPÉRANTS »

La journaliste et théologienne Hildegard Willer, originaire d'Allemagne du Sud, habite depuis neuf ans au Pérou. Elle a tout d'abord été coopérante de la Mission Bethléem Immensee (MBI) et a travaillé pour deux projets successifs. Depuis quatre ans, elle est coordinatrice des neuf coopérants de cette ONG suisse présente dans ce pays andin depuis de nombreuses années.



« Nos collaborateurs travaillent dans trois secteurs : les activités pastorales, en tant que théologiens, agents de communication, éducateurs ; les énergies

renouvelables ; et enfin, un secteur plus récent mais prometteur, les droits humains et l'environnement », explique H. Willer.

Les tâches routinières de la coordination sont très variées. La liste en est presque interminable : représentation officielle de l'organisation, identification et relation constante avec les partenaires, accueil de nouveaux coopérants ; suivi de ces coopérants, accompagnement, monitoring et évaluation, etc.

Et n'oublions pas la relation avec les organisations et les institutions suisses ainsi qu'avec les réseaux nationaux et internationaux d'ONG – même si chaque coopérant, dans sa région, représente d'une certaine manière la MBI et entretient ses propres contacts », souligne H. Willer.

Les volontaires de la MBI, qui travaillent dans des projets liés à l'Église – essentiellement l'Église catholique romaine, même si la MBI a une vision œcuménique, comme le souligne H. Willer – sont confrontés aux va-et-vient et aux contradictions de cette institution.

« Le Pérou a été le berceau de la théologie de la libération en Amérique latine, mais on observe depuis quelques années une forte offensive des secteurs conservateurs de l'Église, qui se sont érigés en défenseurs des valeurs, de la morale individuelle et familiale, et qui ne s'intéressent pas au social, estimant que c'est là le rôle de l'État. »

Cette réalité a parfois des conséquences négatives sur le travail quotidien des coopérants qui ont un engagement social. « L'affrontement avec un évêque ou un prêtre conservateur peut être véritablement frustrant ».

Mais le travail dans l'Église a des aspects positifs. « Dans un pays où tout passe par le cercle auquel on appartient, et qui est fondé sur les amitiés ou la classe sociale, la confiance et la reconnaissance que fait naître la relation avec les gens sont encourageantes. Pouvoir mener son activité dans une région avec l'aval d'une institution comme l'Église, qui jouit d'une grande crédibilité au sein de la société péruvienne, facilite l'insertion, le rapprochement avec les gens et l'accomplissement des tâches quotidiennes ».

“Le profil et l'apport professionnel du coopérant sont importants ; toutefois je ne considère pas que ce soit là le facteur déterminant qui puisse assurer une intégration convenable”, précise la représentante de MBI.

L'essentiel pour « entrer dans la société péruvienne et avoir une bonne communication est en définitive le profil personnel et l'engagement des coopérants », reconnus et acceptés « quand ils gagnent la confiance des gens ».

Ce qui n'est pas toujours facile, du fait des perturbations que peuvent introduire des codes culturels différents. « Il est compliqué de passer outre les différences, de parvenir à s'entendre comme êtres humains différents et comme acteurs complémentaires. »

(Sergio Ferrari / MBI)

**Collaboration UNITE ; Traduction Michèle Faure*